

CHARENTE

ANGOULÊME

CATHÉDRALE SAINT-PIERRE

RESTAURATION ET AMÉNAGEMENT DES JARDINS NORD ET SUD

<p>Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P.</p>
--

**Maître
d'Ouvrage:**

DRAC Nouvelle Aquitaine
Site de Poitiers Conservation Régionale des
Monuments Historiques
102, Grand'Rue BP 553
86020 POITIERS Cedex

**Maître
d'Œuvre:**

Architecture Patrimoine et Paysage DODEMAN
SARL
Architecte en Chef des Monuments Historiques
8, rue de l'Église Saint-Romain
16320 VILLEBOIS-LAVALETTE

CATHÉDRALE SAINT-PIERRE

Restauration et Aménagement des Jardins Nord et Sud

CCAP

Cahier des Clauses Administratives Particulières

SOMMAIRE

Article 1- Objet du Marché.....	4
Article 2- Décomposition du marché.....	4
2.1- Lots.....	4
2.2- Tranche.....	4
Article 3- Pièces constitutives du marché.....	4
Article 4- Sous-traitance.....	4
Article 5- Intervenants.....	5
5.1- Maîtrise d'œuvre.....	5
5.2- Contrôle technique.....	5
5.3- Coordinateur de Sécurité.....	5
5.4- Coordination et sécurité.....	5
5.5- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (le cas échéant).....	5
Article 6- Assurances du maître d'ouvrage.....	5
6.1- Garantie tous risques chantier.....	5
6.2- Garantie dommages ouvrages.....	5
Article 7- Préparation, coordination et exécution des travaux.....	5
7.1- Période de préparation.....	5
7.2- Piquetage.....	5
7.3- Études d'exécution.....	5
7.4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	6
7.5- Clauses sociales.....	6
Article 8- Délais d'exécution et pénalités.....	6
8.1- Durée du marché.....	6
8.2- Délais d'exécution.....	6
8.3- Prolongations.....	6
8.4- Pénalités de retard d'exécution.....	6
8.5- Autres pénalités.....	6
8.5.1- Absence aux réunions.....	6
8.5.2- Retard dans la remise des documents.....	6
8.5.3- Non-respect des clauses générales du CCTP.....	7
8.5.4- Non-respect des consignes du coordonnateur SPS.....	7
8.5.5- Repli des installations de chantier et remise en état des lieux.....	7
8.5.6- Insertion.....	7

Article 9- Forme et composition du prix.....	7
9.1- Forme du prix.....	7
9.2- Répartition des dépenses communes de chantier.....	7
9.2.1- Dépenses d'investissement.....	7
9.2.2- Dépenses de fonctionnement.....	7
9.3- Prestations fournies gratuitement à l'entreprise.....	7
Article 10- Mode de détermination des prix.....	7
10.1- Contenu des prix.....	7
10.2- Mois d'établissement du prix du marché.....	8
10.3- Choix de l'index de référence.....	8
10.4- Modalités d'actualisation des prix.....	8
Article 11- Modalités de règlement.....	8
11.1- Retenue de garantie.....	8
11.2- Avance.....	8
11.3- Échéancier.....	9
11.4- Conditions de paiement.....	9
11.5- Cession ou nantissement des créances.....	9
11.6- Facturation électronique.....	9
Article 12- Achèvement des travaux.....	9
12.1- Modalités de réception.....	9
12.2- Documents fournis après réception.....	9
12.3- Délais de garantie.....	9
Article 13- Conditions de résiliation.....	9
Article 14- Affermissement des tranches.....	9
Article 15- Dérogations au CCAG-Travaux.....	10

Article 1- Objet du Marché

Le marché régi par le présent document est un **marché de travaux** pour la réalisation de la prestation suivante : RESTAURATION ET AMÉNAGEMENT DES JARDINS NORD ET SUD de la CATHÉDRALE SAINT - PIERRE à ANGOULÊME pour le compte de la DRAC Nouvelle Aquitaine - Site de Poitiers Conservation Régionale des Monuments Historiques

Ce marché est issu d'une procédure adaptée en application de l'article R2123-1 1° du Code de la Commande Publique

Ce marché est conclu entre la personne publique désignée à l'article 2.1 de l'acte d'engagement et le titulaire du marché désigné à l'article 3 de l'acte d'engagement.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières commun et celui spécifique à chacun des lots.

Article 2- Décomposition du marché

2.1- Lots

La présente consultation fait l'objet d'un allotissement au sens de l'article L2113-10 du Code de la Commande Publique.

L'opération fait ainsi l'objet de deux lots dont la décomposition figure ci-après :

LOT 1 : MAÇONNERIE - PIERRE DE TAILLE
LOT 2 : ESPACES VERTS
LOT 3 : ÉLECTRICITÉ
LOT 4 : SERRURERIE
LOT 5 : MENUISERIE

Chacun des lots fait l'objet d'un marché séparé.

2.2- Tranche

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

Article 3- Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG TR, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par lots
- Le calendrier d'exécution des travaux (par lots)
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire, tel que le devis estimatif détaillé (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de maîtrise travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TR)
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux,
- Le mémoire technique remis avec l'offre, y compris les compléments apportés en cas de négociation ou de mise au point
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels avenants.

Article 4- Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître de l'ouvrage et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G Travaux.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG Travaux).

Article 5- Intervenants

5.1- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecture Patrimoine et Paysage DODEMAN SARL
8, rue de l'Église Saint-Romain
Architecte en Chef des Monuments Historiques
16320 VILLEBOIS-LAVALLETTE

Cette dernière est chargée des éléments de mission suivant : VISA

5.2- Contrôle technique

Sans objet

5.3- Coordinateur de Sécurité

L'opération, objet du présent marché relève du niveau 3ème catégorie au sens du code du travail (Loi n° 93.1418 du 31 Décembre 1993).

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sera assurée par :

PREVENTIVIA
lieu-dit les Tartres
17400 VARAIZE

Le titulaire s'engage à répondre et à transmettre toutes les informations utiles à la bonne exécution des missions de contrôle technique et de coordination hygiène et sécurité. Il devra tenir compte, à sa charge, de l'ensemble des remarques de ces derniers (sans majoration des coûts).

5.4- Ordonnancement, Pilotage et Coordination (le cas échéant)

Sans objet

Article 6- Assurances du maître d'ouvrage

6.1- Garantie tous risques chantier

Le maître d'ouvrage ne prévoit pas de souscrire une police d'assurance tous risques chantiers.

6.2- Garantie dommages ouvrages

Le maître d'ouvrage ne prévoit pas de souscrire une police d'assurance dommage ouvrage.

Article 7- Préparation, coordination et exécution des travaux
--

7.1- Période de préparation

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché. Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, cette période de préparation est d'un mois.

Les tâches à réaliser par le titulaire durant la période de préparation sont les suivantes :

- Planning détaillé d'interventions
- Présentation d'échantillons
- Fiches techniques des matériaux à mettre en œuvre

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service sauf si la raison du retard éventuel est imputable du titulaire. L'ordre de service prolonge, dans ce cas, le délai d'exécution du marché de la même durée.

7.2- Piquetage

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre, par le titulaire du Lot 1 : Maçonnerie - Pierre de Taille avant tout commencement des travaux. Le coût du piquetage est compris dans le prix du marché. Il sera effectué dans les conditions de l'article 27 du CCAG Travaux.

7.3- Études d'exécution

Les études d'exécution sont à la charge du titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux.

7.4- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître d'ouvrage pour l'exécution des travaux.

7.5- Clauses sociales

Sans objet

Article 8- Délais d'exécution et pénalités

8.1- Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification jusqu'à l'expiration du délai de Garantie de Parfait Achèvement.

8.2- Délais d'exécution

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre

CATHÉDRALE SAINT-PIERRE
Restauration et Aménagement des Jardins Nord et Sud
CCAP

de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Les prestations propres à chaque lot seront exécutées dans le délai imparti au sein du calendrier d'exécution des travaux.

Il est précisé que la période de préparation et repliement des installations de chantier ainsi que la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

8.3- Prolongations

Une prolongation du délai d'exécution pourra être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions fixées à l'article 18 du CCAG Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries fera l'objet de constats contradictoires entre le maître d'œuvre et le représentant du titulaire.

En vue de l'application éventuelle du troisième alinéa du 18.2.3 du C.C.A.G, le délai d'exécution des travaux sera prolongé, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux, d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs des phénomènes naturels ci-après dépassera les intensités et durées limites ci-après :

Nature du phénomène naturel	Intensité limite	Durée limite
pluie	≥ 10 mm/4 heures	10 jours
vent	≥ 70 km/h	10 jours
gel	≤ - 5 °C	10 jours
neige	≥ 10 cm	10 jours

8.4- Pénalités de retard d'exécution

En cas de retard dans l'exécution des travaux ou dans la présentation de documents, le titulaire subit sur ses créances une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard est fixée à 1/500^{ème} du montant HT du marché par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, cette pénalité est due par le titulaire même si son montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

8.5- Autres pénalités

Les dispositions de l'article 19.1 s'appliquent à toutes les pénalités énoncées ci-après. Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, toute pénalité est due par le titulaire même si son montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché.

8.5.1- Absence aux réunions

En cas d'absence à la réunion de chantier, le titulaire encourt une pénalité fixée à 150 €. En cas de retard, la pénalité appliquée sera de 50 €

Il est précisé que la représentation de l'entrepreneur par une personne incompétente ou ayant insuffisamment connaissance du dossier vaut absence.

8.5.2- Retard dans la remise des documents

Tout retard dans la remise des documents sera passible d'une pénalité de 50 € HT (montant indicatif), par jour calendaire de retard.

8.5.3- Non-respect des clauses générales du CCTP

En cas de défaillance dans le respect des clauses générales du CCTP, il sera appliqué sur simple constatation du maître d'œuvre, une pénalité de 150 € HT par jour calendaire. Le maître d'ouvrage pourra confier à une autre entreprise la réalisation de cette prestation qui sera facturée à l'entreprise défaillante.

8.5.4- Non-respect des consignes du coordonnateur SPS

Une pénalité journalière de 100 € (montant indicatif) par infraction constatée par le contrôleur SPS sera appliquée après l'avoir signifié à l'agent concerné et en avoir informé le représentant de la Maîtrise d'ouvrage.

8.5.5- Repli des installations de chantier et remise en état des lieux

En cas de retard, ces opérations pourront être faites aux frais du titulaire, conformément à l'article 37.2 du CCAG Travaux sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 €.

8.5.6- Insertion

Sans objet

Article 9- Forme et composition du prix

9.1- Forme du prix

Le marché est rémunéré par un prix global forfaitaire dont la décomposition par cotraitant est définie au sein de l'article 4.2 de l'Acte d'Engagement.

9.2- Répartition des dépenses communes de chantier

9.2.1- Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée ci-après sont réputées rémunérées par les prix du marché du titulaire du lot indiqué :

- Établissement des clôtures et des panneaux de chantier : lot n°1 : maçonnerie-pierre de taille
- Installations de signalisation du chantier : lot n°1 : maçonnerie-pierre de taille
- Installations communes de sécurité et d'hygiène : lot n°1 : maçonnerie-pierre de taille
-

9.2.2- Dépenses de fonctionnement

Chaque entrepreneur devra laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.

Chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'œuvre sur proposition des entrepreneurs.

Les dépenses de fonctionnement des installations indiquées à l'article 8.2.1 sont

réputées rémunérées par le prix du lot correspondant.

En supplément, les frais suivants sont imputés au compte prorata (ou compte interentreprises): frais de gardiennage, frais d'évacuation hebdomadaire des ordures à la décharge publique, fluides (eau et électricité).

9.3- Prestations fournies gratuitement à l'entreprise

Sans objet

Article 10- Mode de détermination des prix

Les prix du présent marché sont fermes et actualisables selon les modalités décrites ci-après.

10.1- Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée. À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage. En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

10.2- Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (m0) soit le mois précédent la date limite de remise des offres initiales (en première page du règlement de la consultation. Suivant l'Article 9.4.3 du CCAG – Travaux.

10.3- Choix de l'index de référence

Les index de référence l choisi pour représenter l'évolution du prix sont les suivants:

- Lot 1 : Maçonnerie - Pierre de Taille BT 03
- Lot 2 : Espaces Verts BT 50
- Lot 3 : Électricité BT 47
- Lot 4 : Serrurerie BT 42

– Lot 5 : Menuiserie BT 19b

Les index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'équipement et au Moniteur des travaux publics.

10.4- Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché du lot considéré d'un coefficient donné par la formule : $C_n = (I_d - 3)$ divisé par I_0 . Dans laquelle I_0 et I_d sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $d - 3$ par l'index de référence I du marché considéré, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

L'actualisation ci-dessus est réputée indemniser la totalité du préjudice subi par l'entreprise du fait d'un retard dans le commencement effectif du chantier.

Compte tenu des délais d'exécution impartis au marché, il n'est prévu aucune autre variation de prix.

Les règles d'arrondis sont celles du CCAG- Travaux.

Révision : sans objet

Article 11- Modalités de règlement

11.1- Retenue de garantie

Chaque versement (autre que l'avance) fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 3 % pour les marchés conclus par l'État pour les PME et PE – article R2191-33 du Code de la commande publique

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues aux articles R2191-36 à R2191-42 du Code de la Commande Publique.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après expiration du délai de garantie dans les conditions prévues aux articles R2191-35 et R2191-42 du Code de la Commande Publique.

11.2- Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A de l'article 10.1 du CCAG – Travaux.

Le montant de l'avance est déterminé par application de l'article R2191-7 du Code de la Commande Publique. Cette avance est égale à 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Cependant, l'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire prévues à l'article R2191-7 du code susmentionné.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

Le remboursement de cette avance effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 35% de son montant initial. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant des prestations exécutées.

11.3- Échéancier

Conformément à l'article 10.2 du CCAG Travaux, le règlement du marché se fait par acompte mensuel.

11.4- Conditions de paiement

Le paiement est effectué par virement bancaire. Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture, selon les dispositions de l'article R2192-10 et R2192-12 du Code de la Commande Publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans autre formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la Commande Publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule pour le calcul des intérêts moratoires est la suivante :

(Montant payé tardivement T.T.C. x nombre de jours de dépassement x taux) / 365

A ce montant est ajoutée une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

11.5- Cession ou nantissement des créances

Un certificat de cessibilité pourra être remis, sur demande, au titulaire du marché selon les dispositions de l'article R2191-46 2° du Code de la Commande Publique.

La personne chargée de fournir des renseignements en la matière (conformément à l'article R2191-60 du Code de la Commande Publique) est Monsieur le directeur départemental des finances publiques de la Vienne.

11.6- Facturation électronique

L'utilisation du portail de facturation électronique (Chorus Pro) est obligatoire dans les échanges entre les collectivités et les titulaires des marchés publics.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Article 12- Achèvement des travaux

12.1- Modalités de réception

Les conditions de vérification et de réception seront conformes aux dispositions de l'article 41 du CCAG Travaux.

12.2- Documents fournis après réception

Les modalités de présentation des documents à fournir après réception seront conformes aux stipulations de l'article 40 du CCAG-Travaux.

12.3- Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44 du CCAG Travaux.

Article 13- Conditions de résiliation
--

La personne publique pourra résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R 2143-3 du Code de la Commande Publique.

De même, une résiliation pourra avoir lieu selon les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG Travaux.

Article 14- Affermissement des tranches
--

Sans objet

Article 15- Dérogations au CCAG-Travaux
--

L'article 7.1 déroge à l'article 28.1 du CCAG-Travaux

L'article 8.4 du présent document déroge aux articles 19.2.3 et 19.2.1 du CCAG-Travaux.

L'article 8.5 du présent document déroge aux articles 19.2.3 et 19.2.1 du CCAG-Travaux.

L'article 10.1 déroge à l'article 9.4.4 du CCAG Travaux.

Toutes les dispositions du CCAG Travaux non contredites par les stipulations du présent document demeurent applicables.

Fait à.....;

le:.....

Le Maître d'Ouvrage:

Mention manuscrite de l'entrepreneur
"LU ET ACCEPTE SANS RESERVE"